

<https://dijon.snes.edu/spip/spip.php?article6377>



L'École de l'impasse - SNES-FSU

- SNES académique de Dijon - S3 - Actualité du métier - Communiqués SNES-FSU -



Date de mise en ligne : mardi 30 août 2022

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

La rentrée 2022 est la rentrée de la pénurie. Elle est devenue un objet central de l'actualité sociale et politique notamment grâce aux interventions du SNES et des syndicats de la FSU qui ont pointé tous les manquements de cette rentrée (bricolage institutionnalisé pour faire face à la crise de recrutement etc). Face à cette situation de crise, Emmanuel Macron a été obligé de descendre dans l'arène pour éteindre l'incendie. Au final, son intervention aura été celle d'un président déconnecté des réalités, qui ne traite pas des problèmes de fond et préfère dérouler un projet de transformation brutal de notre système éducatif.

Le SNES-FSU propose un plan d'action dès la rentrée et dépose notamment un préavis de grève pour tout le mois de septembre.

Une méconnaissance du système éducatif

« On m'a dit : il y a déjà des projets d'établissement. Ça fait 5 ans que je suis président de la République, je n'étais pas au courant ». On rappellera quand même au président de la République que les projets d'établissement sont obligatoires depuis 1989 et que les personnels ne l'ont pas attendu pour se réunir mais sont très souvent confrontés à un veto des autorités académiques quand le projet d'établissement se concrétise par des demandes de moyens. Emmanuel Macron a ensuite annoncé des débats dans les établissements volontaires à partir du 8 septembre, ignorant complètement qu'à cette date les collèges et les lycées sont encore plongés dans les opérations de rentrée.

Le président de la République a aussi fait preuve d'une volonté, presque cynique, de s'exonérer de sa responsabilité dans la situation actuelle : il pointe les « professeurs désabusés », les « parents d'élèves inquiets », souligne que « quelque chose ne marche pas dans notre organisation collective ». Pendant son quinquennat, son premier ministre de l'Education nationale a supprimé 7900 emplois, soit l'équivalent de 175 collèges rayés de la carte, dégradant notoirement les conditions de travail et d'apprentissage.

Salaires : toujours très flou !

Le président de la République a annoncé que plus un seul enseignant ne commencerait sa carrière à moins de 2000 euros mensuels nets. Cette promesse a déjà été faite par Jean-Michel Blanquer à plusieurs reprises... Si elle se concrétise, elle marque un premier pas, mais ne peut évidemment pas se suffire à elle-même. C'est bien l'ensemble des personnels qui ont subi des décennies de pertes de pouvoir d'achat et il serait particulièrement injuste que tous ces personnels ne soient pas revalorisés. Cela serait même un bien mauvais signal à l'heure où les démissions augmentent... sans négliger le fait que cela donne bien peu des perspectives aux nouveaux entrants...

Le président de la République a également annoncé qu'une partie de la « revalorisation » serait liée à de nouvelles tâches. C'est le retour du travailler plus pour gagner plus alors même que les enseignants travaillent déjà en moyenne 42h53 ! Et rémunérer de nouvelles tâches, ce n'est pas de la revalorisation, mais la rémunération d'un nouveau travail effectué.

Pour le SNES-FSU, le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat et la revalorisation doit concerner tous les personnels (y compris les AED et AESH qui connaissent une grande précarité) et doit être sans contrepartie. Des débats... et un projet de transformation profonde et brutale de notre système éducatif

Emmanuel Macron annonce la mise en place de débats dans les établissements scolaires sur la base du volontariat (alors qu'ils étaient annoncés comme obligatoires lors de sa campagne). Ouverts à l'ensemble des personnels, mais aussi aux parents, associations, entreprises, élus... ils doivent faire émerger des projets qui pourront donner lieu à des financements particuliers, sur la base de la contractualisation, sur le modèle de l'École du futur à Marseille (notons d'ailleurs que cette expérimentation est généralisée sans évaluation...).

La contractualisation recèle bien des dangers : politique du chiffre, pressions managériales etc....qui ont des effets délétères sur nos métiers. De manière générale, Emmanuel Macron n'a cessé, dans son discours, de vanter les mérites de renvoi au local, dessinant les contours de son projet pour l'Ecole : un affaiblissement du cadre national du service public d'Education.

Une rentrée pour gagner !

La rentrée 2022 sera déterminante pour l'avenir de notre métier et de notre service public. Le SNES-FSU en fera un grand moment de mobilisation.

– À travers les réunions de prérentrée, en s'appuyant sur ses sections d'établissement, la lumière sera faite sur les conditions de rentrée, notamment l'état des postes non pourvus pour illustrer l'étendue de la crise du recrutement et l'urgence de la revalorisation sans contrepartie.

– Il proposera une lettre à diffuser aux parents d'élèves pour les associer à notre combat pour le service public d'Éducation.

– Une grande campagne sera aussi lancée pour décrypter les projets d'E. Macron (pacte, concertation, réforme de la voie professionnelle avec le SNUEP-FSU, etc.) en articulation avec les mesures déjà combattues cette année (PLE, autoévaluation des établissements).

– Un préavis de grève sera déposé et l'ensemble de ces actions pourra trouver sa traduction dans une mobilisation forte en septembre, y compris par la grève.

Place à une rentrée combative afin de gagner pour nos salaires, nos métiers, nos statuts et l'avenir du service public d'Éducation !